

Contre l'ethnocentrisme du développement

Et la décroissance sauvera le Sud...

Le Monde diplomatique, novembre 2004

En novembre 2003, *Le Monde diplomatique* publiait un article intitulé « [Pour une société de décroissance](#) ». Depuis, ce thème fait débat au sein du mouvement altermondialiste, voire d'un public plus vaste. Quel projet alternatif les « partisans de la décroissance » entendent-ils proposer au Sud, modèle propre ou nouvelle occidentalisation ?

Par Serge Latouche

Dans le sillage des publicitaires, les médias appellent « concept » tout projet se limitant au lancement d'un nouveau gadget y compris culturel. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'ait été posée la question du contenu de ce « nouveau concept » qu'est la décroissance. Au risque de décevoir, répétons que la décroissance n'est pas un concept, au sens traditionnel du terme, et qu'il n'y a pas à proprement parler de « théorie de la décroissance » comme les économistes ont pu élaborer des théories de la croissance. La décroissance est simplement un slogan, lancé par ceux qui procèdent à une critique radicale du développement afin de casser la langue de bois economiciste et de dessiner un projet de rechange pour une politique de l'après-développement (1).

En tant que telle, la décroissance ne constitue pas vraiment une alternative concrète, mais c'est bien plutôt la matrice autorisant un foisonnement d'alternatives (2). Il s'agit donc d'une proposition nécessaire pour rouvrir les espaces de l'inventivité et de la créativité bloqués par le totalitarisme economiciste, développementiste et progressiste. Attribuer à ceux qui portent cette proposition le projet d'une « décroissance aveugle », c'est-à-dire d'une croissance négative sans remise en question du système, et les soupçonner, comme le font certains « alteréconomistes », de vouloir interdire aux pays du Sud de résoudre leurs problèmes, participe de la surdité, sinon de la mauvaise foi.

Le projet de construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales autonomes et économes implique, à parler rigoureusement, davantage une « a-croissance », comme on parle d'a-théisme, qu'une dé-croissance. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi et d'une religion qu'il s'agit : celle de l'économie. Par conséquent, il faut inlassablement déconstruire l'*hypostase* du développement.

En dépit de tous ses échecs, l'attachement irrationnel au concept fétiche de « développement », vidé de tout contenu et requalifié de mille façons, traduit cette impossibilité de rompre avec l'économicisme et, finalement, avec la croissance elle-même. Le paradoxe est que, poussés dans leurs retranchements, les « alteréconomistes » finissent par reconnaître tous les méfaits de la croissance, tout en continuant à vouloir en faire « bénéficier » les pays du Sud. Et ils se limitent, au Nord, à sa « décélération ». Un nombre grandissant de militants altermondialistes concèdent désormais que la croissance que nous avons connue n'est ni soutenable, ni souhaitable, ni durable, tant socialement qu'écologiquement. Toutefois, la décroissance ne serait pas un mot d'ordre porteur et le Sud devrait avoir droit un « temps » à cette maudite croissance, faute d'avoir connu le développement.

Coincé dans l'impasse d'un « ni croissance ni décroissance », on se résigne à une problématique « décélération de la croissance » qui devrait, selon la pratique éprouvée des conciles, mettre tout le monde d'accord sur un malentendu. Cependant, une croissance « décélérée » condamne à s'interdire de jouir des bienfaits d'une société conviviale, autonome et économe, hors croissance, sans pour autant préserver le seul avantage d'une croissance

vigoureuse injuste et destructrice de l'environnement, à savoir l'emploi.

L'itinéraire des objecteurs de croissance

Si remettre en cause la société de croissance désespère Billancourt, comme certains le soutiennent, alors ce n'est pas une requalification d'un développement vidé de sa substance économique (« *un développement sans croissance* ») qui redonnera espoir et joie de vivre aux drogués d'une croissance mortifère.

Pour comprendre pourquoi la construction d'une société hors croissance est aussi nécessaire et souhaitable au Sud qu'au Nord, il faut revenir sur l'itinéraire des « objecteurs de croissance ». Le projet d'une société autonome et économe n'est pas né d'hier, il s'est formé dans le fil de la critique du développement. Depuis plus de quarante ans, une petite « internationale » anti ou postdéveloppementiste analyse et dénonce les méfaits du développement, au Sud précisément (3). Et ce développement-là, de l'Algérie de Houari Boumediène à la Tanzanie de Julius Nyerere, n'était pas seulement capitaliste ou ultralibéral, mais officiellement « socialiste », « participatif », « endogène », « self-reliant/ autocentré », « populaire et solidaire ». Il était aussi souvent mis en œuvre ou appuyé par des organisations non gouvernementales (ONG) humanistes. En dépit de quelques microréalizations remarquables, sa faillite a été massive et l'entreprise de ce qui devait aboutir à l'« *épanouissement de tout l'être humain et de tous les êtres humains* » a sombré dans la corruption, l'incohérence et les plans d'ajustement structurel, qui ont transformé la pauvreté en misère.

Ce problème concerne les sociétés du Sud dans la mesure où elles sont engagées dans la construction d'économies de croissance, afin d'éviter de s'enfoncer plus avant dans l'impasse à laquelle cette aventure les condamne. Il s'agirait pour elles, s'il en est temps encore, de se « désenvelopper », c'est-à-dire d'enlever les obstacles sur leur chemin pour s'épanouir autrement. Il ne s'agit en aucun cas de faire l'éloge sans nuance de l'économie informelle. D'abord, parce qu'il est clair que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud. Tant que l'Éthiopie et la Somalie sont condamnées, au plus fort de la disette, à exporter des aliments pour nos animaux domestiques, tant que nous engraissons notre bétail de boucherie avec les tourteaux de soja faits sur les brûlis de la forêt amazonienne, nous asphyxions toute tentative de véritable autonomie pour le Sud (4).

Oser la décroissance au Sud, c'est tenter d'enclencher un mouvement en spirale pour se mettre sur l'orbite du cercle vertueux des « 8 R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Cette spirale introductive pourrait s'organiser avec d'autres « R », à la fois alternatifs et complémentaires, comme rompre, renouer, retrouver, réintroduire, récupérer, etc. Rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation. Retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Réintroduire les produits spécifiques oubliés ou abandonnés et les valeurs « antiéconomiques » liées à leur histoire. Récupérer les techniques et les savoir-faire traditionnels.

Si on veut vraiment, au Nord, manifester un souci de justice plus poussé que la seule et nécessaire réduction de l'empreinte écologique, peut-être faut-il faire droit à une autre dette dont le remboursement est parfois réclamé par les peuples indigènes : restituer. La restitution de l'honneur perdu (celle du patrimoine pillé est beaucoup plus problématique) pourrait consister à entrer en partenariat de décroissance avec le Sud.

A l'inverse, maintenir ou, pire encore, introduire la logique de la croissance au Sud sous prétexte de le sortir de la misère créée par

cette même croissance ne peut que l'occidentaliser un peu plus. Il y a, dans cette proposition qui part d'un bon sentiment – vouloir « *construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire* (5) » –, un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement.

De deux choses l'une : ou bien on demande aux pays intéressés ce qu'ils veulent, à travers leurs gouvernements ou les enquêtes d'une opinion manipulée par les médias, et la réponse ne fait pas de doute ; avant ces « besoins fondamentaux » que le paternalisme occidental leur attribue, ce sont des climatiseurs, des portables, des réfrigérateurs et surtout des « bagnoles » (Volkswagen et General Motors prévoient de fabriquer 3 millions de véhicules par an en Chine dans les années qui viennent et Peugeot, pour ne pas être en reste, procède à des investissements géants...) ; ajoutons bien sûr, pour la joie de leurs responsables, des centrales nucléaires, des Rafale et des chars AMX... Ou bien on écoute le cri du cœur de ce leader paysan guatémaltèque : « *Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement* (6). »

Parier sur l'invention sociale

Tous les animateurs des mouvements populaires, de Mme Vandana Shiva, en Inde, à M. Emmanuel Ndione, au Sénégal, le disent à leur façon. Car, enfin, s'il importe incontestablement aux pays du Sud de « retrouver l'autonomie alimentaire », c'est donc que celle-ci avait été perdue. En Afrique, jusque dans les années 1960, avant la grande offensive du développement, elle existait encore. N'est-ce pas l'impérialisme de la colonisation, du développement et de la mondialisation qui a détruit cette autosuffisance et qui aggrave chaque jour un peu plus la dépendance ? Avant d'être massivement polluée par les rejets industriels, l'eau, avec ou sans robinet, y était potable. Quant aux écoles et aux centres de soins, sont-ce les bonnes institutions pour introduire et défendre la culture et la santé ? Ivan Illich a émis naguère de sérieux doutes sur leur pertinence, même pour le Nord (7).

« *Ce qu'on continue d'appeler aide, souligne justement l'économiste iranien Majid Rahnema, n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations* (8). »

Pour autant, l'alternative au développement, au Sud comme au Nord, ne saurait être un impossible retour en arrière, ni l'imposition d'un modèle uniforme d'« a-croissance ». Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Formule paradoxale qui résume bien le double défi. On peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour le relever, une fois la créativité et l'ingéniosité libérées du carcan economiciste et développementiste. L'après-développement, par ailleurs, est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social.

L'objectif d'une bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire/retrouver de nouvelles cultures. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *umran* (épanouissement) comme chez Ibn Khaldun (9), *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou *fidnaa/gabbina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Éthiopie (10). L'important est de signifier la rupture avec

l'entreprise de destruction qui se perpétue sous la bannière du développement ou de la mondialisation. Ces créations originales, dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation, ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Sans nul doute, pour mettre en œuvre ces politiques de « décroissance », faut-il en préalable, au Sud comme au Nord, une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, a été à la fois un virus pervers et une drogue. Comme l'écrit encore Majid Rahnema : « *Pour s'infiltrer dans les espaces vernaculaires, le premier Homo œconomicus avait adopté deux méthodes qui ne sont pas sans rappeler, l'une, l'action du rétrovirus VIH, et l'autre, les moyens employés par les trafiquants de drogue* (11). » Il s'agit de la destruction des défenses immunitaires et de la création de nouveaux besoins. La rupture des chaînes de la drogue sera d'autant plus difficile qu'il est de l'intérêt des trafiquants (en l'espèce la nébuleuse des firmes transnationales) de nous maintenir dans l'esclavage. Toutefois, il y a toutes les chances pour que nous y soyons incités par le choc salutaire de la nécessité.